

Semaine internationale contre l'irradiation des aliments

L'irradiation des aliments : des risques multiples, une réglementation inefficace

Communiqué de presse – Paris, le 23 novembre 2007
Collectif Français contre l'Irradiation des Aliments

Lors de sa conférence de presse à Paris le 21 novembre 2007, à l'occasion de la Semaine internationale contre l'irradiation des aliments, le Collectif français contre l'irradiation des aliments* a lancé sa nouvelle campagne et présenté l'évolution de la situation en France et dans le monde, avec l'appui de scientifiques mobilisés sur ces questions.

Selon Paul Lannoye, docteur ès sciences et député européen honoraire, « *La réglementation européenne – restrictive malgré les recommandations du Codex Alimentarius, référence pour l'OMC¹ – est aujourd'hui inefficace, grâce à l'impunité de certains Etats membres qui ne respectent pas leurs engagements, tolérée par la Commission européenne. La mobilisation de la société civile est essentielle pour faire pression sur les institutions et les gouvernements.* »

Roland Desbordes, physicien et président de la CRIIRAD² a rappelé l'accord scandaleux liant l'OMS³ à l'AIEA⁴, accord qui la prive de son indépendance sur les effets sanitaires des usages civils de l'énergie nucléaire. Concernant l'irradiation des aliments, il a déclaré : « *Aucune méthode de contrôle ne répond simplement à la question « Ce produit est-il ou non irradié ? » ni ne permet d'obtenir des informations essentielles (date et dosage de l'irradiation). Les institutions autorisent une pratique sans avoir les outils de contrôle adéquats pour en maîtriser l'usage.* »

Pour François Dufour, paysan et ancien porte-parole de la Confédération paysanne, « *Les enjeux de l'irradiation des aliments sont au moins équivalents à ceux des OGM car ces technologies servent avant tout les intérêts des multinationales de l'agroalimentaire qui ont la mainmise sur la production et la distribution des produits agricoles. Il est absolument essentiel de revoir les modes de production et les politiques agricoles au vu des conséquences sanitaires et environnementales, mais aussi pour le maintien d'une agriculture paysanne et pour garantir la souveraineté alimentaire des peuples.* »

Christian Rémésy, nutritionniste et directeur de recherche au CRNH/INRA⁵ de Clermont-Ferrand, a déclaré « *Nous avons besoin de modes alimentaires répondant à nos besoins nutritionnels, en considérant en priorité la qualité nutritionnelle des produits et les régimes alimentaires, et en évitant les « calories vides ». Il faut donner de nouvelles règles à l'industrie agro-alimentaire pour améliorer la densité nutritionnelle des produits . D'autre part, il faudrait en priorité organiser la production et la distribution alimentaires à l'échelon régional* »

¹ Organisation mondiale du commerce

² Centre de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité

³ Organisation mondiale de la santé

⁴ Agence internationale de l'énergie atomique

⁵ Centre de recherche en nutrition humaine / Institut national de la recherche agronomique

Pour Wenonah Hauter, directrice de Food and Water Watch (ONG nord-américaine issue de Public Citizen et mobilisée depuis plus de 30 ans dans la lutte contre l'irradiation des aliments) « *L'agriculture industrielle privilégie la production et les profits au détriment de la réglementation et de la protection sanitaire. En augmentant la durée de vie des aliments, l'irradiation des aliments encourage les producteurs à produire dans des pays où la main d'œuvre est moins chère et la réglementation sanitaire moins rigoureuse. Plutôt que de traiter l'alimentation avec une technologie discutable, les entreprises et les gouvernements devraient s'assurer que l'alimentation est saine du début à la fin du processus de production.* »

Véronique Gallais, présidente d'Action Consommation, a présenté la lecture critique par le Collectif contre l'irradiation des aliments* du dernier rapport de l'AFSSA⁶ sur l'irradiation des aliments. Elle a déclaré « *Cette revue bibliographique, dont les sources sont sélectives, adopte une approche hygiéniste du risque sanitaire, comme tous les rapports officiels internationaux, européens et nationaux. Elle ne tient pas compte – ou très insuffisamment – des risques pour la santé humaines liés à la consommation d'aliments inertes, ayant perdu des vitamines et susceptibles d'être à l'origine ou de contribuer à l'émergence de cancers ou de mutations génétiques. Au lieu d'analyser les causes de l'augmentation des pathogènes – y compris dans les pays occidentaux malgré des politiques de plus en plus hygiénistes – on formule des normes calibrées sur les besoins de production et de commercialisation industrielles et on joue la course en avant technologique (irradiation, nanotechnologies, bioinformatique, ...). Cela se fait au détriment de la santé des consommateurs, de l'environnement et des productions de proximité.* »

Compte-tenu de l'inefficacité avérée de la réglementation européenne, de l'absence de maîtrise des quantités effectivement commercialisées dans les Etats membres (notamment en France, où les contrôles sont presque inexistantes) alors que le nombre d'installations d'irradiation dans le monde s'accroît, du manque de certitudes sur l'innocuité des aliments irradiés et des risques socio-économiques et environnementaux liés à un usage important de cette technologie, les associations membres du Collectif français contre l'irradiation des aliments* interpellent le gouvernement français, en demandant :

- Des contrôles significatifs par la DGCCRF à l'importation et à la commercialisation ;
- La modification de la liste des aliments autorisés en France, de telle façon que celle-ci se conforme à la liste de l'Union européenne ;
- L'attribution de fonds pour une recherche, indépendante et transparente, sur les effets pour la santé de la consommation d'aliments irradiés.

Aux parlementaires français, elles demandent la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur les fraudes. A la DGCCRF, elles adressent une série de questions qui ne trouvent pas de réponse dans les textes et rapports officiels.

Avec d'autres associations de l'Union européenne, elles interpellent la Commission européenne et demandent :

- Des contrôles significatifs par les différents pays de l'Union Européenne, que des règles et obligations de contrôle et déclaration soient établies, et que des sanctions soient prises à l'égard des pays ne respectant pas leurs obligations communautaires ;
- La mise en place d'enquêtes sur les fraudes ;

⁶ Agence française de sécurité sanitaire des aliments

- L'harmonisation de la liste des aliments autorisés au sein de l'Union européenne, par la suppression des dérogations actuelles et l'application de la liste positive actuelle (herbes aromatiques séchées, épices et condiments végétaux) à tous les Etats membres ;
- L'attribution de fonds pour une recherche, indépendante et transparente, sur les effets à long terme pour la santé de la consommation d'aliments irradiés.

Les citoyens et consommateurs peuvent aussi se mobiliser en restant vigilants lors de leurs achats et en posant des questions aux commerçants, aux producteurs, aux restaurateurs.

Ils peuvent aussi soutenir l'action des associations en participant à la cyberaction lancée ce mercredi avec *Cyber@cteurs* à l'attention du gouvernement et écrire au député de leur circonscription. Ils trouveront sur le site www.irradiation-aliments.org tous les éléments leur permettant facilement de s'informer et de participer à ces actions.

PJ :

- Lecture critique du rapport de l'AFSSA
- Questions à la DGCCRF

Contact presse :

Véronique Gallais - Action Consommation : +33(0)6 86 89 78 89

Roland Desbordes - CRIIRAD : +33(0)6 86 18 01 87

François Dufour - Confédération Paysanne : +33(0)6 72 94 78 37

Brigitte Zaccaria - Food and Water Watch Europe: +33 (0)6 01 95 77 24

*** Les membres du Collectif Français contre l'Irradiation des Aliments**

Action Consommation - Adéquations - Agir Pour l'Environnement - Les Amis de la Terre - Association Léo Lagrange pour la Défense des Consommateurs - Association pour l'Information sur la Dénaturation des Aliments et de la Santé (AIDAS) - ATTAC - Biocoop - Collectifs Bure-Stop - Confédération Paysanne - CRIIRAD - Ecoforum - Ekwo - Fédération Nature et Progrès - Food and Water Watch Europe - Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures (MDRGF) - RECit (Réseau des écoles de citoyens) - Réseau Sortir du Nucléaire

Collectif Français contre l'Irradiation des Aliments

40, rue de Malte 75 011 Paris, tel: +33(0)1 48 05 86 81

www.irradiation-aliments.org - info@irradiation-aliments.org